

LA SIGNIFICATION DU NÉOLIBÉRALISME. COMMENT PENSER LE NÉOLIBÉRALISME APRÈS LA CRISE DE 2008?

Julien Rajaoson

▶ **To cite this version:**

Julien Rajaoson. LA SIGNIFICATION DU NÉOLIBÉRALISME. COMMENT PENSER LE NÉOLIBÉRALISME APRÈS LA CRISE DE 2008?. Analele Universităţii Dunărea de Jos din Galaţi, fasc. XX, Sociologie, 2012, 7, pp.5-25. halshs-01373658

HAL Id: halshs-01373658
https://shs.hal.science/halshs-01373658

Submitted on 30 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Julien Rajaoson, ***docteur en sciences politiques***
Sciences Po Grenoble, PACTE CNRS, France
jrajaoson@hotmail.fr

PHILOSOPHIE POLITIQUE CONTEMPORAINE

La signification du néolibéralisme

Comment penser le néolibéralisme après la crise de 2008 ?

Les intellectuels, ainsi que les experts, s'accordent pour définir le « *néolibéralisme* » comme une doctrine économique, développée par Friedman. On peut également désigner celui-ci par une autre appellation, à savoir le monétarisme, qui fut largement pratiqué par Reagan et Thatcher. En quoi monétarisme ? Il consiste à dévaluer sa monnaie au gré des échanges commerciaux de sorte que ces derniers soient favorables aux acteurs en charge du commerce. Par extension, la politique de rigueur budgétaire peut être comprise comme prérogatives de l'Etat minimal dont la fonction est de pouvoir agir sans peser sur l'argent des contribuables. Souvenons que dans les années 1980, les responsables politiques de droite ont largement adhéré au contenu idéologique et intellectuel de cette doctrine. Contrairement à d'autres dirigeants de gauche qui ont dû faire le choix de ce tournant néolibéral, en allant à l'encontre de leur électorat. Il ne s'agit pas de dire pour autant que le

monétarisme n'a rien à voir avec le néolibéralisme en soi, mais que le monétarisme peut-être remis en question, en tant que pratique, sans que le néolibéralisme soit atteint en tant que théorie.

Précisons que ce qui s'est amorcé durant les années 80, n'est que le versant économique d'un *paradigme*[1] libéral plus vaste et que nous devons situer dans une perspective historique étendue. A l'origine, les distinctions n'étaient pas nettes entre les tenants du libéralisme ; tandis qu'aujourd'hui, le *paradigme* libéral est scindé en deux entités : les libéraux (Keynes) et les néolibéraux (Friedman). Les uns perçoivent le marché comme étant susceptible de produire des régulations mais, tout en admettant qu'il doit néanmoins être dompté car, il engendre également des effets pervers sur lesquels les responsables politiques ont le devoir d'agir. Pour les autres, à savoir les « néo-libéraux », la vision libérale exprimée ci-dessus est beaucoup trop modérée pour prétendre s'inscrire véritablement dans l'héritage libéral. Seule une foi absolue dans le marché est digne d'être défendue, car l'État est potentiellement liberticide, ce qui entraine des restrictions qu'il est censé assigner au marché – conformément à ce qui est prescrit par les libéraux – induisent nécessairement une confiance aux pouvoirs publiques qui a peu à voir avec l'héritage libéral. En ce qui concerne les néolibéraux, ceux qui croient aux vertus du marché sont les seuls à s'inscrire dans la continuité du *paradigme* libéral. Mais peut-on encore cultiver cette vision optimiste du marché ? Qu'a-t-elle produit dans l'histoire récente ?

L'histoire moderne fut le théâtre de crises économiques successives apparaissant de manière cyclique[2] : le Krach bousier de 1929, qui s'est traduit par

---

[1] Raymond Boudon, *Dictionnaire de sociologie*, éd, Larousse, Paris, avril 2003, p. 170 dans la définition du paradigme : « *Cette notion décrit les croyances le plus souvent implicites sur le fond desquelles les chercheurs élaborent leurs hypothèses, leurs théories et plus généralement définissent leurs objectifs et leurs méthodes.* »

[2] Raymond Boudon, op. cit, p. 54 dans la définition du cycle : « *Un cycle est la fluctuation d'un phénomène qui se compose de phases d'expansion suivies de phases de récession, de contraction et de reprise. Il est en général engendré par un effet de rétroaction négative comme dans le cas le plus simple d'un processus d'ajustement qui met en œuvre deux variables A et B, où A détermine B, et B influence négativement A à son tour*. (…) *Les*

l'effondrement de la valeur des actions à Wall Street, la crise pétrolière des années 1970 a engendré la « *stagflation* »[3] et enfin, la crise des subprimes de 2008 sur laquelle nous reviendrons.

Sur le plan épistémologique, la crise constitue une discontinuité, un moment où de nouveaux éléments font leur apparition. Ici, le nouvel élément c'est la bulle spéculative, que le marché peut engendrer, notamment lorsque l'offre est supérieure à la demande, ou que le prix de l'offre est trop élevé par rapport au pouvoir d'achat. Ainsi, le marché comporte en son sein une zone d'incertitude qui échappe à la rationalité, invalidant par là-même l'un des présupposés du néolibéralisme. Ce nouvel élément conforte la théorie dominante ou la remette en cause, si ces éléments ne s'imbriquent pas dans cette théorie[4]. A ce moment là, il incombe aux chercheurs ou aux experts[5],de décider s'ils préservent la théorie dominante en renonçant par là même à l'élément nouveau, ou s'ils conservent l'élément à partir duquel, ils refonderont une théorie alternative. La crise est un trouble dans le fonctionnement normal du paradigme, c'est la

---

économistes distinguent trois grandes catégories de cycles : les cycles de Kondratiev ont une durée de 50 ans ; ceux de Juglar, le plus proche du cycle des affaires, une durée de 10 ans ; enfin ceux de Kitchin, de 3 à 4 ans. Qu'elles soient monétaristes, non monétaristes ou psychologiques, les théories économiques des cycles développent surtout des explications par des variables endogènes. »

[3] Janine Bremond et Alain Geledan, Dictionnaire économique et social, 2e édition Hatier, Paris, 1981, p. 216 dans La stagflation : « *Les années 70 ont été marquées à la fois par un ralentissement du taux de croissance économique et chômage élevé. Mot forgé en contractant stagnation et inflation, la stagflation est un phénomène reflétant les structures du capitalisme contemporain et les difficultés d'une régulation par les politiques traditionnelles.* »

[4] Thomas S. Kuhn, La structure des révolutions scientifiques, trad. Champs Flammarion, 2nd éd. Revue et augmentée, Chicago U.P, 1962, p. 98-99 : « *L'anomalie n'apparait que sur la toile de fond fournie par le paradigme. Plus la précision et la portée du paradigme sont grandes, plus celui-ci se révèle un indicateur sensible pour signaler les anomalies et amener éventuellement un changement de paradigme. (…) Le fait même qu'une nouveauté scientifique importante émerge si souvent simultanément de plusieurs laboratoires, prouve d'une part la nature fortement traditionnelle de la science normale et d'autre part le fait que cette entreprise traditionnelle prépare parfaitement la voie de son propre changement.* »

[5] Ce sont eux qui édifient les paradigmes.

manifestation d'un problème qui implique une prise de décision, quant au dénouement de cette phase de trouble.

En somme, les crises apportent une signification nouvelle concernant l'état actuel du savoir, elles indiquent, de fait, les options qui permettent de la dépasser. Or, force est de constater que la crise économique de 2008 ne semble pas posséder les mêmes propriétés. Le résultat de ce qui s'est cristallisé et formalisé, pendant la période de récession des années 80, est une rationalité – une nouvelle méthode ou un nouveau mode de détermination des normes – qui a survécu à l'échec de son versant économique en 2008 mais, sans laisser d'alternatives.

Par conséquent, le terme de « *crise* » est-il réellement approprié afin de penser la période actuelle ? Pourquoi la réponse interventionniste ne constitue-t-elle pas une solution ? En quoi le mot « *crise* » reflète-t-il la situation à l'intérieur de laquelle nous évoluons ?

Le néolibéralisme est une pensée économique qui a pris beaucoup de place dans l'histoire des idées et dans notre existence.

Au niveau micro, de par ses mécanismes intrinsèques, le néolibéralisme engage l'individu dans un certain rapport avec la société : ses projets se doivent d'être rentables et efficaces pour pouvoir trouver des sources d'investissements, ce qui exclu de facto les initiatives qui requiert un temps de maturation ou dont l'objectif n'est pas lucratif.

Au niveau méso, les entreprises spécialisées dans la grande distribution ou dans le BTP (Bâtiments et Travaux Publics) assurent leurs services en réduisant de manière drastique leurs coûts de fonctionnement. La réduction de la masse salariale, la délocalisation de leurs différentes filières ou la sous-traitance, sont des mesures que les entreprises endossent afin de pouvoir faire face à la concurrence.

Au niveau macro, les institutions financières internationales et les entreprises font figure de relais du marché, et à plus forte raison lorsqu'elles pèsent sur les décisions gouvernementales. Ainsi, les pouvoirs publics semblent fonder leurs politiques sur des présupposés néolibéraux et ce, qu'ils soient en accord ou non avec eux.

Par voie de conséquence, en tant qu'êtres sociaux ou acteurs du vivre ensemble, nous nous trouvons sommés d'agir en privilégiant notre raison instrumentale, afin de ne pas aller à l'encontre d'une pensée encore prédominante. Cela signifie que la recherche de l'intérêt particulier devient immanente dans les relations sociales. Cette recherche entreprise par l'individu comprend : le confort matériel, le luxe, le profit ou la reconnaissance. Cette valorisation de la sphère privée reste un acquis majeur de la modernité, elle véhicule un système de valeur foncièrement humaniste. En effet, avant que le *fait libéral* ne vienne structurer la société civile de façon autonome, le type de société dans lequel évoluaient les individus était basée sur un ordre hiérarchique édicté par l'Ancien régime. Or, la révolution moderne a souhaité apporter une liberté dont les individus ne voulaient plus à savoir, la liberté positive. Le *fait libéral* a eu pour conséquences de séparer la société et l'État, il a rendu les individus autonomes et libres de s'engager ou non pour la communauté nationale. Désormais, l'individu est au centre d'un univers désenchanté et, le néolibéralisme accentue l'action du *fait libéral*.

Nous sommes alors en droit de nous demander pourquoi cette lecture du « *fait libéral* » conduit-elle à l'anarchie ? Comment se fait-il que ce système de pensée, qui érige la liberté individuelle comme une valeur fondamentale, agit au détriment de certains acteurs sociaux ? Qu'est-ce que cette crise nous indique ?

I°) <u>Néolibéralisme ou biopolitique ?</u>

Foucault a voué un an de ses recherches en vue de trouver une signification au néolibéralisme. Lors d'un cours au Collège de France en 1978, intitulé « naissance de la *biopolitique* » , il a établi par ses travaux une généalogie du néolibéralisme, démontrant que l'existence de ce paradigme ne date pas des années 80, et que sa mise en œuvre effective aux Etats-Unis date des années 70 lorsque Nixon occupait encore en fonction. L'œuvre de Foucault est riche par rapport aux questions qu'il a su ouvrir et explorer, même si bien des points n'ont pas pu être approfondis.

Pierre Dardot et Christian Laval, qui serviront d'appuis à notre réflexion, poursuivent la recherche conduite par Foucault, tout en préservant la signification « *biopolitique* » qu'il a développé. Les notions de « *gouvernementalité* » et de « *gouvernement de soi* » semblent éclairer des réalités qui n'ont pas été pensées jusqu'alors.

La « *gouvernementalité* » chez Foucault doit inclure deux aspects : d'une part, la façon dont on gouverne les autres et la manière dont on se gouverne soi-même. Notons que la richesse de cette notion provient de l'articulation possible de ces deux façons de gouverner. L'idée du « *gouvernement de soi* », induite au sein de la pensée néolibérale, semble valoriser la liberté économique, et cela aux dépens des autres formes de libertés. En imposant de la sorte sa logique pure aux différentes sphères de l'existence humaine, le néolibéralisme représente le dernier visage d'un pouvoir biopolitique implacable.

A°) <u>La logique pure du néolibéralisme</u>

Le néolibéralisme est une rationalité globale, une lecture du « *fait libéral* » qui comprend exhaustivement toutes les sphères de l'existence humaine en valorisant la liberté privée. Ce qui doit retenir notre attention, c'est l'extension d'une logique pure, qui n'est autre que celle du marché et de la concurrence, dans les autres sphères de l'existence. L'introduction de cette logique, qui

manifestement se diffuse y compris les plus intimes, ne signifie pas que tout devient identique au marché, car ce dernier se devant de conserver sa singularité. Rappelons, que c'est la rationalité, inhérente au néolibéralisme, qui possède la faculté d'englober la réalité dans son ensemble. Par conséquent, c'est avec une aisance assez troublante que la logique pure du marché pénètre le lieu des relations humaines.

La confusion entre le marché et sa logique pure interne est récurrente, elle rend permanente la réduction du néolibéralisme à son versant économique. On se trouve conduit à affirmer que le « *libéralisme classique* » et « *le néolibéralisme* » paraissent identiques. Cette confusion nous interdit ipso facto de penser de manière pertinente la signification ou, une alternative au néolibéralisme.

On ne doit pas omettre l'idée selon laquelle le « *libéralisme classique* », comme chez Adam Smith, préconisait d'instituer une limite au pouvoir gouvernemental. Cette limite prend la figure de règles dont la fonction est d'encadrer les échanges, ce qui aboutit à la logique du laissez-faire. Cette idée va venir s'achoper sur un évènement on ne peut plus problématique pour la pensée libérale, à savoir la crise de 1929. Celle-ci va mettre en péril les substrats théoriques du « *libéralisme classique* » et le conduira au devant d'une impasse : l'inéluctable prise en compte de la question sociale. Afin de remédier aux effets pervers de la Seconde Guerre mondiale, les responsables politiques de droite, comme de gauche, durent se plier à un mode de gestion publique éminemment interventionniste de 1945, jusqu'aux années 1970. En valorisant des politiques sociales et en relançant l'économie par la dépense publique, ils confortèrent ainsi leurs statures d'homme de la situation, ce qui leur permit de conserver le pouvoir. A la suite d'une période dominée par l'interventionnisme, le « *néolibéralisme* » émergea. Il représente une refonte intellectuelle de l'héritage libéral, et une remise en cause d'un pouvoir politique bureaucratique et centralisé.

En effet, un tel pouvoir est potentiellement liberticide et, *l'ordre spontané*[6] qui régit la société, échappe nécessairement à la portée de l'action publique. Cette dernière modifie la réalité sans comprendre les mécanismes et les rouages sociaux, qui eux mettent le « *fait libéral* » en mouvement. Le changement social induit par l'intervention de l'État, ignore de facto les incidences possibles de son action sur les différents intérêts individuels. La vision politique de l'État est statique, tandis que la réalité sociale est au contraire dynamique. De ce fait, la sphère individuelle des hommes risque de se retrouver violée par la négligence de la dite intervention car, l'action publique s'appuie sur une représentation figée de la réalité. Précisons que les indicateurs dont le rôle est de guider les politiques publiques saisissent la réalité sociale à un moment donné. Les statistiques pondèrent les différentes données, elles les subsument et les modélisent afin de pouvoir construire une vision plus objective du *fait social* sans surenchérir. Des lectures idéologiques de *faits sociaux*, tels que le chômage ou la croissance économique, ne doivent être évoquées qu'en s'appuyant sur une base statistique, que chaque interlocuteur doit pouvoir vérifier. En suivant la même méthode, l'interlocuteur doit parvenir à des résultats identiques à ce qui lui a été présenté. En somme, la protection de cette sphère individuelle prônée par le néolibéralisme s'inscrit dans la lignée du courant humaniste, qui valorise l'homme et le situe au cœur de sa réflexion.

La représentation biopolitique du pouvoir, décrite par Foucault, – reprise aujourd'hui par Christian Laval et Pierre Dardot – étaye une version de la gouvernance des corps et des esprits, qui s'exerce de façon permanente. Elle va à l'encontre d'une vision humaniste. Pour ces auteurs, qui s'inscrivent dans une ligne de pensée postmoderne, ce pouvoir politique se dissimule derrière un masque – celui de la modernité – dans le but de couvrir une aire toujours plus étendue. « *L'économie du corps social organisé selon les règles de l'économie de marché, c'est cela qu'il faut faire, mais il n'en reste pas moins qu'il faut*

[6] Le terme provient du néolibéralisme de Hayek.

encore satisfaire des besoins d'intégration nouveaux et accrus. »[7] Indépendamment de la forme que prend le pouvoir biopolitique, – qui articule en son sein le savoir et le pouvoir – celui-ci a pour effet de croitre et de se déployer. Il n'a pour seule entrave que l'Autre qu'il tente de faire disparaître. La norme dont il se sert, que ce soit l'idéologie, le progrès, l'histoire ou le marché, est l'instrument principal de cette tendance expansionniste. En se dissimulant derrière un masque, le pouvoir biopolitique peut d'autant mieux se dilater à l'insu des individus. Dans cette perspective, le néolibéralisme, qui représente le point culminant d'un pouvoir biopolitique selon les foucaldiens, exerce son emprise sur les consciences et les pratiques politiques sans avoir à dévoiler ce qui le précède.

Pour cette raison, la refondation du capitalisme ne peut être considérée comme une solution acceptable. Cette issue conduit aux conclusions auxquelles les penseurs néolibéraux ont déjà abouti avant d'édifier leur doctrine. De plus, si le néolibéralisme est véritablement un pouvoir d'ordre biopolitique, rien ne sert de le réformer. Le caractère protéiforme d'un tel pouvoir ne ferait que se couler dans un autre moule se préservant ainsi, à toutes formes de soupçons.

D'après les tenants du postmodernisme, les catégories fondamentales de la démocratie sont progressivement vidées de leur contenu et de leur sens. Ceci est d'autant plus vrai pour les contre-pouvoirs : les médias et la justice. Ce n'est pas tant le pouvoir exécutif qui est susceptible d'agir de manière coercitive mais, le marché. Les dérives autoritaires, pouvant avoir lieu dans le cadre de n'importe quel régime, y compris au sein d'une démocratie, s'exerçaient d'idéaux humanistes, au nom de la loi ou du droit public. En effet, le régime nazi est né au cœur d'une démocratie digne de ce nom, mais au prix d'une dialectique monstrueuse en se basant sur une structure démocratique et autonome. La

[7] Leçon de Foucault sur la Naissance de la Biopolitique au Collège de France du 21 mars 1979

République de Weimar de 1918 à 1933, était un régime constitutionnel et libéral qui s'est changé en dictature, en moins de vingt ans, et ce à cause de nombreux facteurs socio-économiques, qui ont eut pour conséquences de fragiliser un régime littéralement vidé de ses attributions.

Le néolibéralisme préconise l'instauration d'un État minimal. Il implique par là même, une suppression des différents contre-pouvoirs, qui n'ont effectivement plus lieu d'être puisque les pouvoirs de l'État ont été affaiblis au préalable et, ne peuvent donc plus menacer la sphère privée des individus. Or, pour le néolibéralisme, comme pour toutes les philosophies libérales, le marché doit précéder l'État. Si, de par ce schéma, le pouvoir exécutif ne peut plus empiéter sur les autres pouvoirs, ce qui par ailleurs rend caduque la notion de séparation des pouvoirs, il est alors réduit à jouer le rôle de vecteur du marché. Il y a donc bien une norme qui s'exerce sur les institutions publiques, qui limite leurs portées et rend les juridictions nationales inaptes à préserver la cohésion territoriale. En somme, le droit public se retrouve dénudé, la « *gouvernementalité* », qui concerne les dirigeants, tend à imposer dans les faits les normes du droit privé.

Cette logique pure du marché qui se répercute à toutes les sphères de l'existence induit une pratique politique assez singulière. Les pouvoirs publics se voient contraints de suivre les exigences du marché et notamment, celle de la rentabilité. Commander des audits aux agents des pouvoirs publics est similaire à ce que l'on exige au sein des différents services d'une entreprise, qui se doivent d'honorer leurs missions avec un coût de fonctionnement minimum. Comment ne pas constater une analogie flagrante entre le fonctionnement des institutions publiques et, celles des organisations privées, en quête de projets lucratifs?

Les mécanismes et les ressorts inhérents aux entreprises peuvent-ils légitimement s'appliquer aux institutions politiques ?

B°) Vers une retranscription empirique

La retranscription empirique des normes néolibérales a été facilitée par le travail des experts et des administrateurs. Dans les années 80/90, ceux qui furent à l'initiative des dispositifs et qui ont installé cette logique pure du marché au cœur de l'Etat, avaient été eux-mêmes formés en vue de travailler dans la haute administration. Et aussi étonnant que cela puisse paraitre, ces derniers sont allés à l'encontre de ce qui a été énoncé par la théorie du « *Public Choice* » exprimant l'idée selon laquelle : il y aurait une différence d'intérêt fondamentale entre les fonctionnaires de l'administration et, les cadres d'une entreprise privée. Paradoxalement, on dénote que ce sont les hauts fonctionnaires formés dans les enceintes de la haute administration, qui furent les applicateurs les plus fervents des consignes néolibérales. Cela signifie que pour conserver le pouvoir la haute administration a du « s'adapter » au contexte économique et retranscrire dans ses pratiques les présupposés néolibéraux sans tenir compte de la tradition juridique en vigueur. Cet aspect a contribué à ce que le droit public se retrouve exsangue.

On peut trouver de multiples causes à l'institution du néolibéralisme, qui, rappelons-le s'est accompagné d'une remise en question de la place magistrale du droit public et du principe de souveraineté, pour aboutir à une légitimation du management et de la logique de la performance.

Le principe de souveraineté a été critiqué très tôt par le « *libéralisme classique* ». Ce dernier l'a mis en concurrence, dès le 17ème siècle et 18ème siècle, avec des principes relatifs à l'efficacité économique tels que « *l'utilitarisme* ». Cette théorie politique constitue une façon d'entrer dans le principe de souveraineté et, de construire l'État par des principes qui sont essentiellement économiques. Il est vrai, que la France s'est distinguée par son héritage romain. Or, malgré cette spécificité historique, par laquelle celle-ci a fondé l'Etat-nation,

le droit public français est rattrapé par l'histoire : la construction européenne ainsi que par la mondialisation qui s'est établie sur des doctrines qui ne sont pas françaises.

Ici se pose une question d'ordre sociologique : comment les élites ont-elles renouvelé leur pouvoir tout en allant à l'encontre de leurs traditions historiques ? Les élites politiques et administratives ont cherché à renouveler leur rhétorique et le sens même de leur action et ce, afin de conserver leur pouvoir. Elles le font y compris en changeant leur manière de gouverner, dans un cadre mondialisé, qui a modifié un bon nombre de paramètres.

C°) <u>Des répercussions sur l'individu contemporain ?</u>

Les citoyens n'utilisent plus leur esprit critique pour exister, ils mobilisent surtout leur bon sens afin de pouvoir gérer au mieux leurs affaires courantes. En laissant de côté l'usage méditatif, de leurs facultés rationnelles, au profit de l'usage instrumental, ils espèrent améliorer leur sort. Or, bien que le néolibéralisme sollicite le bon sens, et l'usage instrumental des facultés humaines, il exige implicitement des individus qu'ils se chargent eux-mêmes de leur dignité et de leur façon d'agir sur le monde extérieur. Toutefois, l'espace mondialisé ne laisse pas aux acteurs sociaux le loisir de percevoir les effets de leurs actions. En conséquence, les acteurs sociaux opèrent une sélection parmi les choix disponibles, et pour la plupart ils escomptent des effets visibles et immédiats. Le néolibéralisme laisse entendre que ceux qui iront à contre courant de sa logique pure seront écartés de la concurrence économique et des lieux de socialisation.

Notons que les acteurs sociaux peuvent parvenir à leurs fins concernant leurs carrières professionnelles sans appartenir véritablement au monde, sans être présents à eux-mêmes ou pleinement conscient de ce qui les entourent. Les

facultés que l'on vend sur le marché du travail ne sont pas celles qui élèvent l'esprit critique, ni celles qui permettent de se voir réduit à un maillon d'une chaine. Les acteurs sociaux n'ont pas besoin de pouvoir se gouverner eux-mêmes pour réaliser leurs idéaux professionnels, nul besoin pour eux d'être sains d'esprit du moment qu'ils soient suffisamment conscients pour remplir leurs fonctions.

L'un des cercles vicieux induit par la logique pure du néolibéralisme, et dans lequel les acteurs sociaux s'engouffrent allègrement, plonge les individus au cœur d'un dédale dont il est difficile de s'extirper. Tout d'abord, l'ignorance et l'inculture volontaire, auxquelles s'ajoute l'arrogance. La liaison de ces deux vices pousse les individus à persévérer dans cet état car, les choses qu'ils entreprennent doivent aller vite et n'exigent pas qu'ils s'approprient d'autres types de connaissances. L'arrogance rend sourd à toutes formes d'autocritiques, elle exhorte les individus à concevoir leurs modes de vie comme étant idéal sans y déroger. Embarqués dans les eaux glacées de la raison instrumentale, mêmes les désirs intimes des uns et des autres sont revus à la baisse au profit d'objectifs impersonnels ou médiocres, pour peu qu'ils soient réalisables. Ne voit-on pas à travers cet état de fait une normalisation des conduites qui se généralise ?

Leur rapport à l'art a connu lui aussi certains bouleversements : on le réduit dorénavant à un bien de consommation. Bien entendu nous allons expliquer cette idée sans en rester à un tel lieu commun, mais les idées reçues sur l'art perçu comme tel constitueront notre point de départ. On a tendance à opposer les moyens de productions du cinéma hollywoodien et la façon dont on produit les œuvres cinématographiques françaises. Les individus consomment littéralement les créations artistiques car, souvent le contenu, le message ou le sens de l'œuvre n'a que peu d'importance, tandis que la forme séduit beaucoup plus les spectateurs devenus consommateurs. Ce qu'ils cherchent à satisfaire, c'est leur recherche immodérée d'émotions fortes, que l'œuvre d'art est susceptible de

leur faire ressentir. A cet égard, les producteurs adaptent la forme de leurs œuvres en fonction de la demande des consommateurs, ils vont travailler les ingrédients qui amélioreront l'efficacité de l'œuvre.

Relevons que le cinéma français s'attache à produire une oeuvre plutôt narrative, centrée sur la vie intérieure des personnages. La mise en scène cinématographique française s'apparente souvent à des pièces de théâtres, d'ailleurs certains comédiens (Pierre Arditi, Robert Pagnol ou Anouk Grimberg) passent aisément d'une activité à l'autre en raison des similtudes inhérentes au cinéma et au théâtre français. L'aspect narratif justifie les longs moments de silence – qui font fuir des spectateurs en quête de distraction – car ces ingrédients servent à illustrer les émotions qui se bousculent entre deux personnages sans qu'ils aient besoin de parler. En ce sens, la prise de risque est plus grande pour les comédiens et les producteurs du cinéma français, bien que certains producteurs n'hésitent pas à utiliser les mêmes méthodes que « l'industrie cinématographique américaine », nous y reviendrons. En gardant son style, le cinéma français possède toujours une certaine notoriété en dépit de nouveaux concurrents (indiens, japonais, coréens) qui souhaitent également valoriser leur sungularité artistique.

De son côté, l'industrie cinématographique américaine produit ses films en quantité, la logique pure du marché marche à plein régime. Les producteurs du cinéma hollywoodien – car d'autres prodcuteurs américains indépendants sont réellement en quête d'esthétique – créent leurs scénarios en attachant beaucoup d'importance à la façon dont il est mené. Le début, le dénouement conduisant à la fin à laquelle personne ne s'attend. Le cinéma américain assume ouvertement sa volonté de divertir le public, ses films pourraient tout aussi bien donner lieu à des séries. Si l'aspect esthétique advient malgré tout, l'objectif demeure l'efficacité de l'oeuvre en question, elle doit être en mesure de frapper les esprits à coups d'émotions fortes. La prise de risque est minimale entre les budgets qu'ils allouent aux productions, les acteurs qu'ils engagent pour les besoins du

film et les scénarios (travaillés à plusieurs), tout est revu de sorte que les pertes financièrent n'entravent pas le processus de production.
Notons que des penseurs tels que Baudrillard ou Serge Latouche, voient dans l'industrie cinématographique américaine une arme de progande qui a influencé les consciences depuis 1945.

II°) Le moment néolibéral

Faute d'interlocuteurs crédibles et, suite au succès du capitalisme[8] face au socialisme en 1989 : le néolibéralisme s'est constitué en « *philosophie de l'identité* ». Il s'est cru capable d'appréhender la réalité en soi et de résorber la différence qui demeure entre le concept et la réalité, ou entre la rationalité et le réel.

A°) Une lecture différente du fait libéral

Les libéraux pensent que nous ne pouvons jamais avoir accès à la réalité en soi, qui échapperait toujours à l'identification. Ils considèrent que leur tâche consiste à percevoir ce qu'il y a d'irrationnel dans l'histoire, en travaillant la scission ontologiqu entre ce qui est réel et la rationalité, afin de saisir ce qu'il y a de contingent. Il s'agit pour eux de ne pas se laisser aller à affirmer qu'une réconciliation est possible entre le réel et le rationnel, que cette synthèse est

[8] Nous avons tendance à attribuer au capitalisme en tant que tel cette victoire idéologique face au socialisme, alors que ce succès appartient avant tout au monétarisme et au keynésianisme qui constituent certes deux variantes contemporaines du capitalisme mais l'un comme l'autre ont su améliorer scientifiquement ce système économique afin qu'il corresponde à la réalité sociale sur laquelle il s'applique.

fallacieuse et, qu'elle doit constituer un horizon infini pour le champ de la pratique.

De leur côté, les sociaux-démocrates critiquent chez les libéraux l'idée selon laquelle le progrès social serait une fin atemporelle de l'action, qui n'est pas enracinée historiquement, et que l'on ne peut pas atteindre. De l'autre, ils dénoncent vigoureusement ce qu'ils considèrent comme une imposture intellectuelle chez les néolibéraux, qui proclament que la rationalité est achevée, et que leur système de pensée est parvenu à se clore. Les sociaux-démocrates jugent cette figure de la rationalité comme étant oppressive. Ils pensent que le néolibéralisme n'est parvenu au point culminant de son développement intellectuel qu'au prix de la mutilation d'un pan de la réalité, la question sociale. Selon eux, conférer un statut ontologique à l'irrationnel revient à justifier la souffrance ou la présence d'inégalités sociales.

Pour le néolibéralisme, cette part d'irrationalité inhérente au réel n'est que contingente, et par conséquent, elle se situe hors du système : l'existence de la pauvreté, de la souffrance et des inégalités est aléatoire. Ces contingences ne méritent pas que l'on s'y attarde, étant donné qu'elles n'ont pas de statut ontologique proprement dit, c'est-à-dire qu'elles pourraient tout aussi bien ne pas exister. Le projet néolibéral est d'éliminer le hasard de son système de pensée ainsi que toutes les contingences qui se situent hors de son système. Et cela, afin que le réel coïncide avec ce qui est rationnel.

Les sociaux-démocrates et les branches les plus radicales de la gauche récusent l'idée selon laquelle le néolibéralisme puisse être compris comme une théorie de la justice. Ils le justifient dans la mesure où l'indifférence dont ce système fait preuve vis-à-vis des inégalités, de la pauvreté et de la souffrance est à proprement parlé immoral. Notons que pour les sociaux démocrates, les libéraux ne sont pas plus moraux que les néolibéraux, ne serait-ce que par l'ambiguïté de leur position par rapport aux inégalités. En effet, les libéraux pensent que les

inégalités sociales sont un agrégat d'effets pervers. On le retrouvera nécessairement dans toute société, qui accepte le capitalisme comme système économique – étant donné que ce dernier n'est pas parfait – il est illusoire d'imaginer qu'il puisse s'autoréguler, sans l'intervention des hommes. Or, cette prudence vis-à-vis du marché, qui caractérise le libéralisme et le distingue du néolibéralisme, ne paraissait plus justifiée dès lors que le bloc de l'Ouest s'est effondré? en entrainant avec lui le socialisme.

En quel sens le projet démocratique et le capitalisme ne renverraient-ils pas à une vérité d'ordre ontologique ? Le socialisme semble avoir succombé aux différentes avancées théoriques et pratiques du capitalisme, qui a su se préserver, en procédant par controverses, et réfutations de ses propres présupposés.

B°) <u>Philosophie de l'identité ou scientisme ?</u>

Après 1945, l'invention du modèle IS/LM ou de l'interventionnisme par J. M Keynes constitue, au sein du capitalisme, la première révolution intellectuelle d'ordre économique, ainsi que le développement du versant libéral du système capitaliste. Dans la continuité, J. Rawls a inauguré et conforté en 1971, un libéralisme en plein essor, en rédigeant sa « Théorie de la Justice ». L'auteur a démontré sur le plan théorique que le capitalisme était tout à fait capable de gérer des impératifs sociaux par le biais de son versant libéral et politique.

Comme on a pu le voir, les années 80 ont été marquées par le tournant néolibéral ou monétariste du système capitaliste, qui a vu naitre en son sein la doctrine économique de M. Friedman. Auparavant, en réponse au libéralisme politique de Rawls, R. Nozick rédigea, en 1974, une œuvre intitulée « Anarchie, Etat et Utopie ». Ainsi les présupposés intellectuels et politiques du néolibéralisme ont été rigoureusement consolidés en réponse au libéralisme. En somme, le capitalisme n'a cessé d'évoluer quand le socialisme a conservé ses archaïsmes.

Le succès du capitalisme sur le socialisme a pu avoir lieu, d'une part grâce à ses différentes avancées, et de l'autre, à l'absence de réponses du socialisme.
Précisons que ce n'est pas le capitalisme en tant que tel qui a vaincu le socialisme, mais les deux versions contemporaines du capitalisme : le libéralisme et le néolibéralisme.

Suite à la chute du mur de Berlin, l'avènement du néolibéralisme fut inévitable et synonyme de « *fin de l'histoire* ». Ce système de pensée a érigé l'idée de liberté en tant que valeur absolue, alors que pour le libéralisme, l'idée de liberté a valeur de principe auquel nous devons ajouter des impératifs relatifs à l'idée d'égalité : impératifs sociaux concernant l'égalité des chances et multiculturels lorsqu'il s'agit de la reconnaissance de droits collectifs. En s'imposant à notre époque, le néolibéralisme a restreint par la même l'intérêt des débats intellectuels, qui ont lieu dans le cadre de l'espace public étant donné que, la seule idée directrice légitime, et admise, est la liberté. Cela a eu pour effet de limiter la portée des réflexions que l'on pouvait avoir à propos de la société, et cette restriction donne l'impression que notre ère post-guerre froide cultive une forme de pensée unique, que nous nous accommodons d'un conformisme néfaste et amorphe du point de vue axiologique. Cet usage dogmatique de l'idée de liberté limite notre sens critique et nous conduit face à une aporie, celle de « *l'individualisme possessif* », qui a pour conséquence une dévalorisation inéluctable de l'engagement public, du devoir et d'un affaissement de l'action. Le seul engagement que nous considérons légitime c'est l'implication professionnelle, la réussite sociale ainsi que l'accroissement de notre pouvoir d'achat, autant de notions contemporaines dans lesquelles l'idée d'égalité n'a pas sa place. Comment l'acte d'acheter et de consommer a t-il pu devenir un pouvoir ? Est-ce à cause de la présence de richesses devenue plus rare sur le territoire ? Comment cette notion a-t-elle pu advenir en première ligne de l'agenda politique ?

III°) La solution interventionniste ?

Il semble que les règles du commerce internationale soient dominées par le néolibéralisme, mais de quelle manière ? Y a-t-il véritablement un pouvoir « *biopolitique* » qui s'exerce sur notre réalité ? N'est-ce pas la « *realpolitik* » qui a lieu lors des négociations relatives au commerce, à l'économie ou dans le cadre des rapports diplomatiques ?

A°) Des régulations possibles

La Charte de la Havane de 1946 comprenait des volets sociaux majeurs qui n'ont pas été préservés par la suite.

> « (…) sans attendre l'entrée en vigueur de la Charte de la Havane, vingt-trois États détachent le chapitre IV du reste du texte pour le transformer en Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (General Agreement on Tariffs and Trade ou GATT). Cet accord en forme simplifié est signé le 30 octobre 1947 et entre vigueur le 1er janvier 1948. En fait, cet accord s'inspire d'extraits de la Charte de l'OIC (Organisation internationale du commerce) qui aurait du être une institution spécialisée de l'ONU. Alors qu'en 1948, la structure du GATT ne comprend que la conférence périodique des Etats membres, assistée d'un secrétariat, cette organisation s'institutionnalise progressivement pour devenir un véritable instrument de l'ordre économique occidental. »[9]

[9] Brice Soccol, Relations Internationales, éd. CPU, Paris 13ème, 2001, p. 213 dans la partie intitulée Le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)

L'aspect néolibéral, qui organise désormais les règles du commerce international, est donc passé d'un statut mineur à une règle majeure, un canon essentiel des échanges économiques et financiers. Il a fallu attendre la Déclaration de Doha, en 2001, pour voir apparaitre quelques restrictions assignées au néolibéralisme, notamment au sujet de l'environnement et de la santé.

Toutefois, précisons qu'un arsenal juridique inhérent au GATT (que l'on nomme OMC), peut constituer un contre-pouvoir non négligeable contre l'ascendant du néolibéralisme : l'article 20, qui s'intitule « Exceptions générales », énonce un certain nombre de clauses à propos :

a) de la moralité publique

b) de la protection de la santé et de la vie des personnes, des animaux ainsi que la préservation des végétaux, des articles fabriqués en prison,

g) la conservation des ressources naturelles.

En septembre 2009, Pascal Lamy a énoncé un discours ouvertement interventionniste, lors du Consensus de Genève, s'opposant ainsi assez ouvertement à la conception libre-échangiste prônée par le Consensus de Washington de 1989. Il a insisté sur le fait que les dispositifs juridiques et les outils économiques, utilisables pour conduire une autre géostratégie, est possible : le G20 représente une force de proposition sans précédent, les puissances régionales telles que, l'ALENA, MERCOSUR et l'UE peuvent transposer des normes interventionnistes dictées par le G20 pour les appliquer juridiquement sur leurs territoires respectifs. L'arrêt Brésil /c CEE du 3 décembre 2007[10], relatif à « l'importation de pneumatiques rechapés », peut permettre d'identifier les atteintes éventuelles aux droits commerciaux, sans

[10] Arrêt Airey /c Irlande du 9 octobre 1979 énoncée par la CEDH qui s'est elle-même appuyée sur l'article 43 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Il en va de même à propos de l'arrêt Lopez Ostra /c Espagne du 9 décembre 1994 qui condamne, en vertu des obligations positives de l'Etat, l'inertie des pouvoirs publics en matière d'environnement. Et enfin, l'arrêt Tatar /c Roumanie du 27 janvier 2009 conforte la jurisprudence au sujet du droit à l'environnement sain.

attenter à l'obligation des États. Rappelons que le pays émergent ici présent se porte partie civile contre la France qui est un pays du Nord.

Nous souhaitons mettre en lumière la faillibilité du néolibéralisme et, démontrer qu'une vision plus interventionniste du commerce international et de l'économie est possible compte tenu des moyens empiriques existants, et a fortiori pour sortir de la crise. A ce titre, l'idée d'un pouvoir biopolitique aliénant les consciences, qui se dilaterait au fur et à mesure que les individus et les institutions l'intériorisent, perd de sa crédibilité. En effet, même si l'ère qui succédera à la crise instaure un consensus généralisé autour de l'interventionnisme, et que l'ONU veille à ce que cet engagement soit respecté par les Etats, il n'est pas sûr que la realpolitik cesse pour autant. Que le néolibéralisme cède sa place à une conception plus modérée ne mettra pas un terme aux différents rapports de force qui régissent la vie politique. D'ailleurs, après avoir gérer l'économie mondiale d'une manière plus prudente, étant donné que le système capitaliste dans lequel nous nous trouvons fonctionne par une succession de cycles (Schumpeter), une autre crise poindra à l'horizon[11]. En somme, l'interventionnisme ne fera que corriger, ou pallier aux déficiences de son prédécesseur en renonçant par là même à de nombreux avantages. A la rigueur, l'interventionnisme associé au « *cosmopolitisme* » peut constituer un débouché idéologique non négligeable à défaut d'être durable, notamment en matière de justice globale ou d'aide au développement destinée aux pays moins avancés.

Par contre, les responsables politiques qui incarneront ce renouveau utiliseront également des moyens coercitifs, tout comme leurs prédécesseurs, afin d'asseoir et d'imposer leur propre mode de gouvernance. Ils s'exposent à d'autres

[11] D'après Bernard Remiche, avocat spécialiste en droit de la propriété intellectuelle, lors de son intervention à Montpellier du vendredi 5 septembre au Campus d'été 2009 portant sur les Droits de l'Homme, a émis l'hypothèse selon laquelle la valeur que l'on attribue aux brevets scientifiques est dangereuse car, cette valeur est fictive et elle crée déjà une bulle spéculative.

problèmes et échouent, le problème provient-il uniquement des limites de tel ou tel paradigme ?

La loi Bale, la commission des services financiers dirigée par « Franck Barney », les règles bancaires de Volcker sont autant de contre-pouvoirs éventuels en mesure de freiner la retranscription du marché dans toutes les shpères de l'existence humaine. D'ailleurs, ces mesures de prudence concernant le secteur de la finance ont atténué les effets de la crise de 2008. Penchons-nous un instant sur les accords de Bâle : le comité de Bâle a été crée fin 1974 par les gouverneurs des banques centrales des pays du G10. Il constitue une réponse aux importantes perturbations ayant affecté les marchés bancaires internationaux durant cette période. Il s'agit d'imposer aux banques les « ratios de solvabilité Cooke » (mis en place à partir de 1988) et Mc Donough en 2007 sont deux exemples des mesures de prudence. Ils obligent les banques à détenir un certain volume de fonds propres – terme comptable figurant au passif du bilan des entreprises, correspondant notamment au capital social, au bénéfice de l'exercice, aux réserves légales – et de quasi-fonds propres en lien avec les risques encourus.

En somme, en dépit de la prédominance du néolibéralisme à partir des années 1970, les responsables politiques et les experts n'ont pas cru absolument à l'axiome selon lequel le marché serait susceptible de résoudre les problèmes qu'il produit.

B°) <u>Une logique immuable et une réalité changeante</u>

On ne peut véritablement sortir du néolibéralisme dans le sens où sa logique pure est un acquis majeur de la modernité. Or, en réalité cette logique pure ne doit pas être réduite à l'idée de « licence » appréhendée en terme de liberté négative ou privée – les droits individuels –, pas plus qu'en terme d'« autonomie » comprise comme liberté positive ou publique : les devoirs

collectifs. Elle s'adresse à un homme pour lequel cette dichotomie n'a pas lieu d'être. Le néolibéralisme a spéculé sur une idée de l'homme pour laquelle les libertés positives et négatives sont consubstantielles.

En ce sens, s'est-il fourvoyé sur une nature humaine insaisissable par essence ? Ou alors, est-ce l'homme lui-même qui ne s'est pas montré à la hauteur du projet néolibéral ? Ce que l'on peut affirmer c'est que le libéralisme s'est gardé de se prononcer sur la réalité du monde ou de l'homme en soi.

A ce titre, le libéralisme semble n'être qu'une solution formelle à la faillite du néolibéralisme.

C°) <u>Le capitalisme est-il dialectique en son essence ?</u>

La question de l'extrême pauvreté concerne plus des deux tiers de la population mondiale. L'urgence de la situation sollicite notre sens critique, elle nous somme de réagir par le biais émotionnel alors que, la situation doit être appréhendée de façon rationnelle et dépassionnée. Une société juste ne laisse pas cohabiter le progrès avec des maux tels que l'extrême pauvreté, en laissant les individus liés à leurs sorts. La croissance et le développement sont au cœur du problème de la pauvreté.

Afin de pouvoir sortir du développement il nous faut poser la question de notre origine : d'où venons nous ? Qui sommes nous ? L'idéologie du développement colonise nos imaginaires. Le développement, le progrès sont des idées que l'on ne questionne plus. Qu'est-ce qui progresse dans le champ économique ? Si c'est le bonheur, conformément à ce qui a été voulu par la philosophie des Lumières, doit-il se résumer au bien être matériel et à la jouissance des commodités de l'existence ?

Le PIB se calcule par la somme des biens marchands, c'est une addition de ce qui est produit sans savoir ce qui est détruit, par exemple : les emplois ou l'environnement. Le PIB comprend surtout les utilités marchandes or, ces dernières n'ont pas de limites. Plus les économies croissent, plus elles consomment de l'énergie.

Le pétrole a été le carburant principal de la société de consommation, cette dernière repose sur l'essor de la publicité et représente un budget important pour nos États. Les cultures servaient à juguler l'essor de l'hybris au profit de passions tristes. Quelle est la vraie nature du développement ? : la modernité nous ayant promis un grand récit comprenant le progrès embrassant la croissance et le développement.

Il y a trois phases de développement économique : la mutation agricole, l'industrialisation, et la phase qui correspond à la société de consommation. Adam Smith avait dit que le déchaînement des passions allait engendrer un système économique favorable à la croissance, que la richesse ruissellerait sur les plus pauvres. Or, l'essor économique a généré en parallèle une paupérisation sans précédent en s'effectuant au détriment des pays défavorisés.

D°) <u>Un modèle alternatif pour les pays émergents : la place de l'enracinement</u>

La Chine a fait le choix d'un libéralisme économique fort, il reste que ce pays ne cultive pas tous les principes modernes. La protection des libertés politiques serait un frein au développement économique, c'est leur manière de répondre à l'urgence de leur situation de pauvreté. Cette césure entre la liberté politique et le progrès économique pratiquée par la Chine est un modèle : l'asiatisme. La République de Singapour assume cette scission, elle favorise une politique de croissance forte, en cultivant un autoritarisme à forte tonalité jacobine. Cette cité-État a développé depuis des années une politique néolibérale. Son taux de

croissance a longtemps été le troisième en Asie, avant le miracle économique chinois. La déconnexion pratiquée, entre développement économique et liberté politique, a été thématisée par Lee Kuan Yew, c'est de cette doctrine dont s'est inspiré le régime chinois, suite à la fin du maoïsme. Cette doctrine consiste à juger qu'il y a des différences radicales entre les sociétés occidentales et orientales qui sont confucéennes. En effet, l'occident survalorise l'individualisme alors que le confucianisme estime que l'individu n'existe qu'au travers du groupe, la famille, la nation, cela inclut les proches, les partenaires sociaux. C'est-ce qui justifie la mise entre parenthèse de certaines libertés fondamentales dans le but d'obtenir de la croissance. Ces libertés individuelles constituent autant d'obstacles pour conforter l'efficacité économique.

Ayons à l'esprit que la Chine achète massivement les bons du trésor américain et qu'en échange les Etats-Unis des parts dans le capital d'entreprises chinoises indépendamment de leur valeur réelle. Un équilibre des forces s'est institué entre ces deux puissances économiques qui laisse peu de place à une interprétation de type foucaldienne. D'ailleurs, nous avons vu dans ce chapitre qu'un bon nombre d'instruments de régulations, de contre-pouvoirs ou d'acteurs récalcitrants empêchent la propagation du pouvoir biopolitique.

*

La crise financière de 2008 est – comme son nom l'indique – une crise sectorielle du néolibéralisme qui n'a entamé que la confiance des acteurs sociaux. Cette crise financière a eu pour conséquence de dévoiler une faille dont les experts avaient visiblement déjà conscience : la foi absolue dans les vertus régulatrices du marché est un postulat qui comporte certains risques. Une fois que cette incertitude est soulignée par les défenseurs du néolibéralisme, nous pouvons aisément conclure que cette théorie contemporaine est faillible et ce, tout autant qu'a pu l'être la théorie interventionniste.

Une crise systémique du néolibéralisme aurait remis en question l'ensemble des éléments qui composent cette théorie, y compris les solutions alternatives qui s'apparentent au néolibéralisme. Nous devons avoir conscience qu'une crise systémique ne reconduirait pas des options (libérale ou néolibérale) qui ont pour arrière plan le même système économique, à savoir le capitalisme. Une crise sectorielle discrédite la théorie néolibérale mais cela peut être provisoire, tandis qu'une crise systémique rend définitivement caduque l'usage de cette théorie. Lorsque nous nous trouvons dans le premier cas de figure, il convient d'user des modes de gouvernance disponibles avec prudence en jugulant les effets négatifs de la crise sectorielle sur les différentes économies. Par contre, dans le second cas de figure les choix possibles ne sont pas toujours apparents. Les aspirations profondes du « peuple » souverain peuvent orienter ces choix sans véritablement indiquer les voies de sortie de crise que les responsables politiques peuvent emprunter. Le peuple doit obtenir plus de liberté de la part du régime qui le gouverne. Or, l'ouverture des sociétés civiles apporte les moyens d'exercer cette exigence de liberté sans l'assurance que cette dernière ne nuise pas à autrui, faute de réglementations communes ou de normes juridiques globales opérationnelles. Par conséquent, contrairement à ce que ses détracteurs peuvent penser, le néolibéralisme reste la théorie contemporaine la plus aboutie de son temps. Néanmoins, les dégâts qu'il cause à des sociétés civiles désormais ouvertes paraissent lourds de conséquences car les régimes ne se dotent pas

d’institutions ou de juridictions en mesure de répondre globalement aux problèmes.

En effet, ce type d’institutions globales ou supranationales impliquent que chaque Etats-nations renoncent à défendre une représentation « substantielle » de la souveraineté, bien qu’elle n’aille visiblement plus de soi en raison de l’interdépendance des économies entrent-elles. Le néolibéralisme s’adresse avant tout à des sociétés modernes et « effectivement » autonomes, cela signifie que les institutions politiques au sein desquelles nous évoluons doivent être réformées afin de s’emparer des questions d’ampleurs globales. Notons que le sommet de Pittsburgh va déjà dans ce sens, toutefois il ne s’agit pas de s’accorder sur de simples compromis qui reconduiraient le jeu des égoïsmes nationaux qui ralentira les effets de mesures efficaces.